“Ensauvagement” : les actes de violence gratuite ont explosé en 20 ans

06/09/2020 à 19h49



DÉCRYPTAGE – Homicides et tentatives, coups et blessures volontaires, séquestrations, menaces, agressions contre les forces de l’ordre… Voici pourquoi la police alerte sur le durcissement de la délinquance.

Ensauvagement? Le ministre de l’Intérieur, Gérald Darmanin, assume ce mot pour décrire la radicalisation des comportements en France. Un terme qui remonte à loin, déjà présent dans le programme du Front national en 2002. Jean-Marie Le Pen voulait alors revoir la gestion de l’enseignement, principale cause, selon lui, de l’«ensauvagement» des jeunes. Loin des batailles sémantiques, la réalité des chiffres, sur la violence depuis vingt ans, est plus éloquente que les mots.

À lire aussi : ***Chauffeur de bus tué à Bayonne: «Il y a une violence gratuite toutes les 44 secondes en France»***

S’il est un indicateur qui révèle la capacité à commettre le pire dans une société, c’est bien celui des homicides. Alain Bauer et Christophe Soullez ont récemment livré une étude fouillée sur ce phénomène dont la statistique constitue une base solide. Ces criminologues se sont intéressés aux évolutions tant des meurtres et des assassinats que des coups

et blessures ayant entraîné la mort. Des faits impossibles à masquer.

(….)

Le Figaro

(…) L'étude récente d'Alain Bauer et de Christophe Soullez, "Le grand retour de l'homicide ?" (janvier 2020) montre une augmentation du nombre des homicides en France après une baisse de 60 % entre les années 1994 et 2014. Les chiffres de 2018 sont de 845. Ceux de 2019, autour de 950, donc une augmentation de 8,5 % en un an. Ce chiffre de 2019 est supérieur à celui de 2015 (872, incluant les 130 morts de l'attentat du Bataclan) et à celui de 2016 (892, incluant les 86 morts de l'attentat de Nice). Les auteurs concluent : *"En tout état de cause, un profond mouvement de retour à la violence physique semble se produire en Occident, ignoré, volontairement ou involontairement, ou sous-estimé (…), ce qui remet en cause un acquis fondateur : le droit de vivre."* Le crime est donc devenu un mode de traitement des litiges.

Lyon Capitale